



Les personnels éducatifs étaient en grève le 1 février pour défendre l'école publique de la dégradation dont elle souffre.

À l'école primaire, tout comme dans les collèges et lycées, les établissements déplorent une forte baisse de leur dotation pour la future rentrée. Au lieu de profiter de la baisse démographique pour réduire les effectifs par classe, c'est l'inverse qui s'annonce. Dans la Drôme, une trentaine de classes du premier degré seront fermées à la rentrée prochaine, alors qu'il faudrait créer des postes de RASED pour prévenir la difficulté scolaire et des postes de remplaçant-es.

Dans le second degré, l'ampleur des baisses de dotation promet de nombreuses classes à 35 en lycée, 28 en collège, la quasi-disparition des groupes allégés (en langue ou TP par exemple) et du suivi personnalisé des élèves, des différents dispositifs de remédiation en collège entièrement absorbés par la mise en place de groupes de niveau en français et maths en collège.

De nombreux postes vont être supprimés, d'autres sont fragilisés (enseignants sur plusieurs établissements) rendant moins efficace le travail des équipes. C'est un véritable plan social qui ne dit pas son nom qui se met ainsi en place. Sans parler des statuts toujours plus précarisés des AED, AESH ou enseignants contractuels.

Dans l'exemple de Montélimar, les collèges sont menacés en outre par un projet de modification de la carte scolaire portée par le département sans aucune concertation avec les parents ni les établissements fragilisant la mixité scolaire de plusieurs d'entre eux et contraignant certains jeunes à une scolarité loin de leur lieu de vie. On voudrait favoriser l'essor de l'enseignement privé qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Les lycées professionnels vivent dans la plus grande confusion la deuxième année de mise en place de la réforme. Les élèves sont appelés à faire des stages au détriment de nombreuses heures d'enseignement, ce que déplore le grand patronat lui-même.

Le manque de professeur-s titulaires dans le premier et le second degré est chaque année plus important, la crise d'attractivité du métier s'aggrave. La faiblesse des rémunérations en est la principale raison. Les conditions d'exercice se dégradent et y participent aussi. Chaque année, les demandes de démissions se multiplient.

Le manque de moyens pour l'inclusion est mortifère et le gouvernement refuse scandaleusement de s'engager sur un salaire et un statut digne des AESH (accompagnant-es d'élèves en situation de handicap), qui n'ont pas le même métier que les AED (surveillant-es), et doivent être en nombre suffisant. De plus, l'enseignement spécialisé est abandonné et le médico-social ne peut pas assurer ses missions.

Les annonces faites en décembre dernier par l'actuel premier Ministre constituent une des pièces majeures du puzzle d'une école encore plus inégalitaire qui aggrave le tri social. Imposer des manuels, des démarches pédagogiques, des évaluations nationales, un Service National Universel, l'uniforme, des groupes de niveaux au collège... n'améliorera en aucun cas la réussite et l'émancipation des élèves.

Entre autres responsabilités, Amélie Oudéa-Castéra a été nommée ministre de l'Education Nationale. Elle symbolise à elle seule le séparatisme des élites qui font le choix d'une école privée d'excellence au détriment de l'école publique et de ses valeurs mais avec l'argent de l'État. Rappelons que le budget de l'école privée correspond à 13 milliards d'euros soit l'équivalent du budget du ministère de la Justice. C'est aussi pour dénoncer ce scandale que les enseignant-es étaient en grève.

L'intersyndicale éducation de la Drôme appelle à une semaine d'actions locales POUR UNE ECOLE PUBLIQUE DE LA REUSSITE POUR TOUS ET TOUTES avec une grève le mardi 6 février et partout des assemblées générales, des actions permettant des échanges avec les élèves, les parents, les journalistes et les personnels, notamment le jeudi 8 pour la carte scolaire des écoles. Elle appelle d'ores et déjà aux journées nationales des 8 et 19 mars.